



## SYNTHESE

*Tous les chiffres sont à fin avril 2017 sauf indications contraires*

### Bonne orientation de l'activité économique mondiale

L'activité économique mondiale a enregistré, en rythme trimestriel, une évolution globalement favorable au premier trimestre 2017, grâce à une croissance soutenue dans les pays avancés et la plupart des pays émergents.

Dans les **pays avancés**, l'activité économique a évolué au même rythme que le trimestre précédent (+0,5% après +0,5% au quatrième trimestre 2016), en dépit du ralentissement de l'activité aux **Etats-Unis** (+0,3% après +0,5% au quatrième trimestre 2016). L'économie américaine a subi un tassement des dépenses de consommation des ménages et une baisse des dépenses publiques malgré une nette reprise du marché de l'immobilier et des investissements des entreprises. Toutefois, la croissance américaine devrait se renforcer au second trimestre 2017 avec une reprise de la consommation des ménages favorisée par l'amélioration du marché du travail.

Dans la **zone euro**, la croissance économique est restée soutenue à +0,5% au même rythme que le trimestre précédent. L'activité s'est consolidée en Allemagne (+0,6%), en Espagne (+0,8%) et en France (+0,4%), en lien avec une consommation des ménages renforcée par l'amélioration continue du marché du travail et une hausse de l'investissement qui bénéficie de conditions de financement attractives.

La progression de l'activité au **Royaume-Uni** a décéléré à +0,2% après +0,7% au quatrième trimestre 2016. Ce ralentissement proviendrait de la faible hausse du secteur des services (+0,3% contre +0,8% au quatrième trimestre 2016) qui a la plus forte contribution au PIB du pays. Par ailleurs, la consommation qui était le principal moteur de la croissance, commence à faiblir en raison de la poussée de l'inflation, notamment importée, consécutive à la dépréciation de la livre Sterling par rapport aux autres principales monnaies internationales.

La croissance du PIB du **Japon** s'est consolidée, atteignant +0,5% après +0,3% au quatrième trimestre 2016. Cette dynamique est portée par une politique monétaire très accommodante, une importante relance budgétaire et un marché de l'emploi dynamique dans un contexte de faiblesse du yen.

La plupart des **économies émergentes** ont bénéficié au premier trimestre 2017, d'une dynamique favorable de l'activité, en relation notamment avec le redressement de la demande

mondiale et la remontée des cours des produits de base. Ainsi en **Chine**, la croissance du PIB reste forte à +1,3%, soutenue par la progression de l'investissement privé, des prêts bancaires et des dépenses publiques en infrastructures.

La reprise de l'économie **russe**, après deux années de récession, s'est poursuivie au premier trimestre (+0,5% en glissement annuel après +0,3% au quatrième trimestre 2016). Elle est favorisée par le ralentissement de l'inflation et l'assouplissement de la politique monétaire qui stimulent la demande. En **Inde**, la croissance s'est affichée à +1,5% au premier trimestre 2017, portée par une reprise de la demande et l'amélioration du climat des affaires. Au **Brésil**, l'économie se redresserait de 1,0% au premier trimestre 2017 après avoir enregistré une contraction sur toute l'année 2016. Cette embellie est soutenue par le rebond des prix à l'exportation des produits de base et le retour progressif de la confiance.

Pour l'année 2017, la croissance de l'économie mondiale devrait se situer à +3,5% après +3,1% en 2016. Cette accélération serait expliquée par le renforcement de la croissance à partir du second trimestre 2017 aux États-Unis et par le dynamisme des économies émergentes. L'activité des pays avancés progresserait de 2,0% et celle des économies émergentes et en développement de 4,5%. La croissance de **l'Afrique subsaharienne**, devrait se hisser à +2,6% après +1,4% en 2016, en relation avec le redressement du PIB au **Nigeria** (+0,8% après -1,5%) et l'accélération en **Afrique du Sud** (+0,8% après +0,3%).

### *Poursuite de la chute des cours du cacao*

Le marché des matières premières connaît une hausse des cours des principaux produits de base hormis notamment le cacao (-31,4%) dont les cours continuent de baisser du fait d'une demande mondiale plus faible que prévue conjuguée à une hausse de la production mondiale. Ainsi, les cours du pétrole brut (+48,2%), du café (+18,1%), du coton (+26,3%), du caoutchouc (+61,1%), de l'huile de palme (+11,4%), du sucre (+29,8%), de l'or (+2,9%) et du riz blanchi (+0,3%) sont en nette progression. Il découle de ces évolutions un raffermissement de l'indice Moody's des matières premières de 15,9%.

En évolution mensuelle, les cours du cacao baissent de 4,7% au mois d'avril 2017 pour s'établir à 1 961,2 dollars la tonne.

## **Dépréciation de l'euro par rapport au dollar**

En moyenne sur la période sous revue, le marché des changes est caractérisé par une dépréciation de l'Euro par rapport au dollar américain (-3,9%). En revanche, la monnaie européenne s'apprécie face à la Livre sterling (+10,5%) et au Yuan (+1,4%).

## **Consolidation de la croissance au plan national**

L'**économie nationale** bénéficie de la poursuite de la mise en œuvre du PND et des réformes visant l'amélioration de l'environnement des affaires. S'agissant des revendications sociales, les points résiduels sont en cours de règlement. Par ailleurs, le Gouvernement a adopté, en avril 2017, un Plan d'Actions Prioritaires sur la période 2017-2020 pour optimiser les résultats de ses interventions et améliorer la visibilité, la cohérence et l'efficacité de l'activité gouvernementale.

## **Les réalisations à fin avril 2017 comparées à celles d'avril 2016 se présentent comme suit :**

Dans le **secteur primaire**, en liaison avec l'amélioration de la pluviosité, l'agriculture d'exportation se redresse progressivement après les contractions enregistrées en 2016. Ainsi, les productions de l'ananas (+39,0%), de la noix de cajou (+54,7%) et de la banane (+20,7%) ressortent en hausse. Toutefois, le coton graine (-2,0%) et le sucre (-12,4%) accusent une baisse.

Au niveau du **secteur secondaire**, l'activité industrielle est en progression de 3,4% sous l'effet conjugué de bonne performance des industries manufacturières (+7,0%), de la branche « électricité, gaz et eau » (+4,9%) et de la contraction des industries extractives (-15,0%). Cependant, l'indicateur avancé du BTP régresse de 6,1% en lien avec l'achèvement de plusieurs projets publics d'envergure et le ralentissement des chantiers des particuliers.

Le **secteur tertiaire** enregistre une évolution mitigée de ses composantes. En effet, l'Indice du Chiffre d'Affaires du commerce de détail, et le transport aérien de passagers croissent respectivement de 7,2% et 15,9%. En revanche, le trafic global de marchandises dans le transport maritime (-3,7%) et le ferroviaire (-10,5%) continuent de baisser. Le transport routier (-3,5%) ressort également en repli.

En moyenne sur les quatre premiers mois de 2017, les **prix à la consommation** enregistrent une légère hausse de 0,8% en glissement annuel. Cette progression est imputable aux produits non alimentaires (+1,1%), notamment les « articles d'habillement et chaussure » (+2,7%) et le « logement, eau, gaz, électricité autres combustibles » (+2,6%). Par contre, les prix des produits alimentaires fléchissent (-0,1%). L'inflation en moyenne annuelle se situe à +0,6%, en deçà du maximum fixé par la norme communautaire (+3%).

Le **marché de l'emploi**<sup>1</sup> dans le secteur formel moderne progresse de 3,8%, correspondant à une création nette de 33 603 emplois sur un an. Cette évolution est attribuable à la fois aux secteurs privé (+4,1% ; +28 165 emplois) et public (+2,7% ; +5 438 emplois). La dynamique du marché de l'emploi contribue à la hausse de la demande intérieure.

Les **finances publiques** sont caractérisées par une augmentation des recouvrements des recettes totales et dons de 14,0% par rapport à la même période de 2016, favorisée par la bonne tenue des recettes fiscales (+8,0%) et non fiscales (+28,1%). De même, les dépenses totales et prêts nets enregistrent une hausse de 2,4% portée notamment par les dépenses de fonctionnement (+18,3%). Il se dégage un solde primaire de base et un solde budgétaire tous deux excédentaires respectivement de 260,2 milliards et 17,6 milliards. Par ailleurs, au cours de la période sous revue, le marché financier sous régional a été sollicité à hauteur de 391,3 milliards.

Les **échanges extérieurs** de marchandises en commerce spécial<sup>2</sup> hors biens exceptionnels sont caractérisés par le raffermissement en valeur des exportations (+23,2%). En revanche, les importations se contractent de -13,4% sous l'effet du repli des achats de biens d'équipement (-44,0%) et de biens intermédiaires (-8,6%). Le solde commercial ressort excédentaire de 1 449,8 milliards, en progression de 133,1% par rapport à l'excédent de la période correspondante de 2016.

La **situation monétaire** est caractérisée par une hausse de la masse monétaire (+13,6% ; +1 056,3 milliards de FCFA) sous l'effet conjugué de la consolidation des crédits intérieurs nets de 23,9% et de la contraction des avoirs extérieurs de 16,3%. Les crédits intérieurs nets sont portés par l'augmentation de la position nette du Gouvernement (+30,6%) et des crédits nets à l'économie (+21,5%) à savoir les crédits de court terme (+10,8%), de moyen terme (+22,9%) et de long terme (+46,8%).

Sur le **marché financier**, la BRVM enregistre une hausse de la capitalisation boursière de 0,4%. En revanche, le volume des transactions (-54,1%) ainsi que les indices BRVM 10 (-16,9%) et composite (-14,0%) baissent.

**En conclusion**, l'évolution de l'activité économique est globalement favorable grâce à la consolidation de la production industrielle et au redressement progressif du secteur primaire. Par ailleurs, le démarrage prochain de grands chantiers d'infrastructures publiques et l'aménagement en cours de zones de parking en vue du désengorgement de la zone portuaire devraient redynamiser le BTP et l'activité portuaire. Enfin, la consolidation du marché du travail et l'accompagnement continu de l'activité économique par le secteur bancaire devraient conduire à une croissance économique soutenue.

<sup>1</sup> Données de la Solde et de la CNPS

<sup>2</sup> Le commerce spécial ne prend en considération, pour les calculs statistiques, que les marchandises mises à la consommation sur le marché intérieur.

Réalisations sectorielles à fin avril 2017, comparées à celles à fin avril 2016, sauf indication contraire

Valeurs en FCFA sauf indication contraire

## Secteur réel

L'activité économique continue d'évoluer favorablement au regard de la reprise progressive de l'agriculture d'exportation et du dynamisme de l'activité industrielle.

### Secteur primaire

#### Redressement des cultures d'exportation

Au niveau du **secteur primaire**, l'agriculture d'exportation bénéficie de l'amélioration de la pluviosité. Elle enregistre un rebond des productions d'ananas et de noix de cajou, après une année 2016 morose. En outre, la banane se maintient en hausse. A l'inverse, les productions de coton graine et de sucre restent en repli.

**Tableau 1 : Principales productions de l'agriculture d'exportation (en tonnes)**

	04 mois 2016	04 mois 2017	Variation(%)
Anacarde	195 251,7	302 007,8	54,7
Ananas	11 452,7	15 924,9	39,0
Banane	127 439,1	153 841,5	20,7
Coton graine	222 050,1	217 718,5	-2,0
Sucre	116 592,7	102 126,5	-12,4

Source : DGE, OPA, MINADER

La filière **ananas** continue de se redresser avec une production de 15 924,9 tonnes, en hausse de 39,0%. Cette évolution est attribuable à un accroissement progressif du nombre de producteurs et devrait se maintenir grâce à l'appui à l'amélioration des outils de production et à la commercialisation. En outre, la filière bénéficie de l'installation progressive de nouvelles unités de transformation.

Au niveau de la **banane dessert**, la production est en hausse de 20,7% avec 153 841,5 tonnes, en lien avec la poursuite de la mise en œuvre du plan de relance de la filière.

L'**anacarde** tire profit de l'amélioration des prix d'achat au producteur et de la distribution d'intrants de qualité. Ainsi, à fin avril 2017, la production de noix de cajou est ressortie à 302 007,8 tonnes en augmentation de 54,7% comparée à la période correspondante de 2016. La filière bénéficie de la mise en œuvre de la réforme visant l'amélioration de la transformation locale. Ainsi, les exportations d'amande de cajou ont augmenté de 37,3% sur la période sous revue.

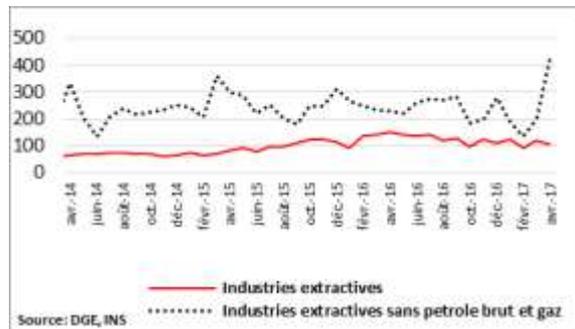
S'agissant du **coton graine**, la production se contracte de 2,0% avec 217 718,5 tonnes, en lien avec la baisse des surfaces cultivées suite à l'abandon de la culture par certains producteurs. Toutefois, la filière enregistre une amélioration des prix au producteur de 15 FCFA par rapport à la campagne de 2016, portant ainsi les prix d'achat au producteur du coton de premier choix et de deuxième choix respectivement à 265 FCFA et 240 FCFA en 2017. Par ailleurs, afin de faciliter l'accès aux financements bancaires, un fonds de garantie de 1,8 milliard de FCFA a été mis en place par la fédération des producteurs de coton de Côte d'Ivoire (FPC-CI).

La production **sucrière**, après un léger redressement au premier trimestre 2017, affiche un repli de 12,4% à fin avril 2017. Ce retrait s'explique par une fin de campagne précoce intervenue sur l'une des deux unités productrices en lien avec les actes de vandalisme subis un an plus tôt. Afin de combler le déficit de production, le Gouvernement a autorisé l'importation de 23 000 tonnes de sucre.

### Secteur secondaire

#### Activité industrielle en hausse

L'**activité industrielle** est bien orientée à fin avril 2017, au regard des performances des industries manufacturières (+7,0%) et de la production d'« Electricité, gaz et eau » (+4,9%) et malgré le retrait des « industries extractives » de 15,0%.

**Graphique 1: Indice de production des industries extractives**

Les **industries extractives** connaissent une contraction induite par ses deux branches « extraction de pétrole brut et de gaz naturel et activités annexes » et « autres activités extractives » qui régressent respectivement de 15,4% et de 2,9%.

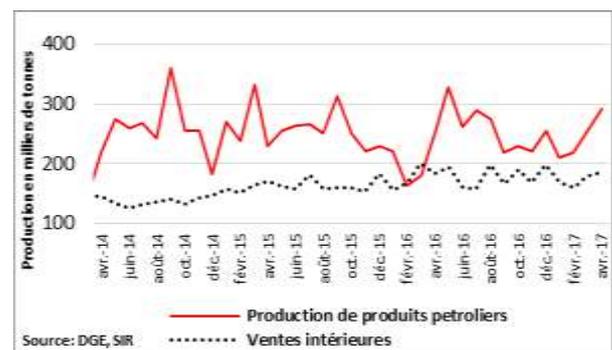
La production de **pétrole brut** est en repli de 17,2% avec 4 411,5 milliers de barils, après la production record enregistrée en 2016 du fait des investissements réalisés. Les productions des permis CI-40 (-8,1%) et CI-26 (-40,6%) sont en baisse tandis que celles des permis CI-11 (+1,8%) et CI-27 (+28,4%) sont en augmentation. A fin avril 2017, les permis CI-40 et CI-26 représentent respectivement 66,6% et 24,4% de la production totale.

S'agissant du **gaz naturel**, la production affiche une hausse de 4,0% avec 823,3 millions de mètres cubes. Cette performance est attribuable aux permis CI-11 et CI-27 dont les productions ont augmenté respectivement de 44,7% et 19,7%. Par contre les productions des permis CI-26 et CI-40 sont en recul respectivement de 43,4% et 38,2%. Le permis CI-27 demeure le principal puits gazier avec 76,3% de la production totale.

Les **industries manufacturières** bénéficient de la bonne tenue des activités des « industries agroalimentaires et tabac » (+12,9%), des « industries du bois et meubles » (+7,2%), des « industries pétrolières, chimiques et caoutchouc, plastiques » (+0,8%), des « industries du verre de la céramique et des matériaux de construction » (+20,4%) et de la « fabrication de machines et matériels de tous type »

(+43,3%). Par contre, les « industries textiles et cuir » (-14,3%), les « industries du papier, carton et édition, imprimerie » (-1,4%) et les « industries métalliques » (-15,5%) régressent.

La production de produits pétroliers par la Société Ivoirienne de Raffinage (SIR) ressort à 997 693,3 tonnes, en hausse de 19,5%. Cette évolution s'explique principalement par une importante production de produits semi-finis, résidus des unités de raffinage opérationnelles, suite à l'incident intervenu sur l'hydrocraqueur de la SIR en janvier 2017. Ces résidus, atteignant 137 229 tonnes sur la période sous revue et destinés à l'exportation, étaient auparavant traités par l'hydrocraqueur pour obtenir des produits finis. En raison de la baisse de son rendement du traitement de pétrole brut depuis janvier 2017, la production de produits pétroliers par la SIR est en grande partie temporairement basée sur des produits semi-finis importés. La bonne tendance de la production est attribuable également au super (+38,6%), au gasoil (+10,7%) et au fuel-oil (+20,1%). Par contre, les productions de Kérosène (-51,7%), de DDO (-29,7%) et de Butane (-20,8%) baissent.

**Graphique 2: Production et vente de produits pétroliers**

La branche « **électricité, gaz et eau** » enregistre une progression de 4,9%, résultant de la hausse des activités de « production et distribution d'électricité » (+6,7%) et de « captage, traitement et distribution d'eau » (+0,1%).

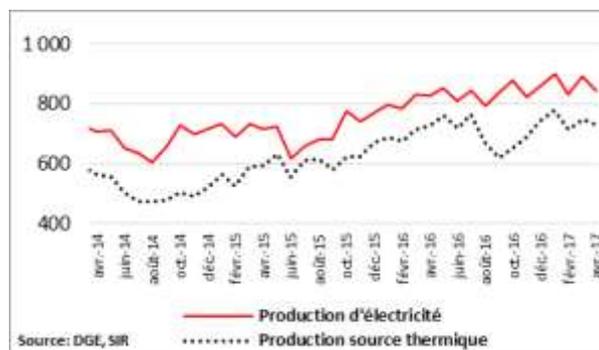
La production nette d'électricité s'établit à 3 466 Gwh, en accroissement de 7,0% grâce à la bonne tenue de l'électricité de sources thermique et hydraulique.

L'électricité de source thermique qui progresse de 6,1%, bénéficie de la hausse de production de l'ensemble des centrales thermiques notamment AZITO ENERGIE (+11,5%), CIPREL (+0,1%), AGGREKO (+5,0%) et Vridi (+29,3%).

L'électricité de source hydraulique, quant à elle, augmente de 12,7% en lien avec la bonne disponibilité en eau des barrages.

La hausse de l'offre d'électricité a permis de répondre à la demande nationale (+5,2%) et d'accroître les exportations (+26,2%) vers les pays frontaliers.

Graphique 3: Production d'électricité (en Gwh)



### BTP en régression

L'indicateur avancé du BTP s'affiche en retrait de 6,1%, en relation avec la baisse de la consommation des matériaux de construction due à l'achèvement de plusieurs projets publics d'envergure et le ralentissement des chantiers des particuliers. Ce repli est perceptible au niveau de la consommation de « ciment » (-7,0%), de « bitume » (-33,4%), de « béton » (-27,1%) et de « sable » (-28,3%). Les consommations de « tôles et bacs », de « câbles et fils électriques » et de « gravier » ressortent, quant à elles, en hausse respectivement de 22,4%, 27,4% et 4,8%.

## Secteur tertiaire

### Evolution contrastée dans le secteur tertiaire

Le secteur tertiaire affiche une évolution différenciée de ses composantes. En effet, au niveau du commerce de détail, l'Indice du Chiffre d'Affaires se comporte favorablement. Il en est de même du transport aérien qui enregistre un accroissement du nombre de passagers commerciaux. Cependant, le trafic global de marchandises dans les transports maritime et ferroviaire ainsi que le transport routier ressortent en baisse.

### Orientation favorable du commerce de détail

Le commerce de détail enregistre une augmentation de l'Indice du Chiffre d'Affaires (ICA) de 7,2% en termes nominaux par rapport à la même période de 2016. Cette embellie est attribuable à la bonne tenue des ventes des branches telles que les « produits pétroliers » (+10,1%), les « produits de l'alimentation » (+29,0%) et les « produits pharmaceutiques et cosmétiques » (+4,5%).

En revanche, il est observé un repli du chiffre d'affaires des « articles d'équipement de la personne » (-18,7%), des « produits d'équipement du logement » (-8,4%), des « véhicules automobiles, motocycles et pièces détachées » (-2,8%) ainsi que des « produits divers » (-1,3%).

### Baisse d'activités dans le transport

Au niveau de la branche transport, les activités ressortent en baisse excepté dans l'aérien.

Le **transport aérien** continue de progresser en lien avec le dynamisme de l'activité nationale. Ainsi, le nombre total de voyageurs commerciaux s'est accru de 15,9%. Cette orientation favorable se ressent au niveau du trafic au sein de la CEDEAO (+23,3%) et avec l'Europe (+16,8%) dont la France (+25,6%). De même, le trafic national affiche une hausse de 10,1% avec 22 012 passagers commerciaux.

En ce qui concerne le **transport ferroviaire**, le volume de marchandises transportées se maintient en baisse de

10,5% en rapport avec le recul des échanges avec le Burkina Faso.

Le **transport terrestre** enregistrerait la contraction de ses activités au regard de la baisse de la consommation de gasoil (-3,5%). Cette évolution serait imputable en grande partie à l'engorgement de la zone portuaire qui entraîne une baisse des rotations des camions. Par ailleurs, la forte hausse enregistrée au niveau de la consommation du « super-essence » (+30,2%) peut présager d'une certaine substitution de la consommation de carburant super à celle du gasoil. En effet, il est observé une utilisation des motos et tricycles comme moyen de transport de personnes et de marchandises, notamment dans les zones centre et nord du pays.

Au niveau du **transport maritime**, les données provisoires du Port Autonome d'Abidjan (PAA)<sup>3</sup> font ressortir une contraction du trafic global des marchandises de 3,7% par rapport à son niveau de 2016, imputable à l'engorgement du port qui ralentit les activités. Cette évolution est amenée par le recul à la fois du trafic national (-1,1%), du transit (-7,4%) et du transbordement (-24,3%). Le trafic national enregistre la baisse des opérations sur les produits pétroliers (-9,9%) alors que les marchandises générales (+3,1%) augmentent. Concernant le transit, le repli provient de la contraction des échanges avec le Burkina Faso (-23,7%) pendant que ceux avec le Mali croissent de +14,3%. Quant aux activités du transbordement, elles continuent de subir la concurrence des autres ports de la sous-région.

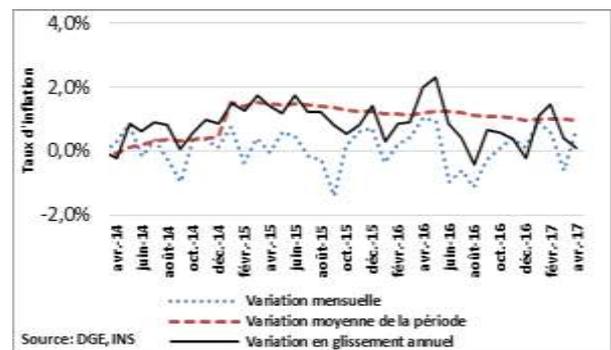
### ***Inflation modérée***

En moyenne sur la période sous revue, les prix à la consommation ont connu une hausse de 0,8% malgré le repli des prix des produits alimentaires (-0,1%). Cette hausse est due à l'accroissement des prix des produits non alimentaires (+1,1%).

Le recul des prix des produits alimentaires est attribuable à ceux des « tubercules et plantains » (-9,2%), des « légumes frais » (-3,6%), des « Lait-fromages-œufs » (-2,7%) et des « fruits » (-2,2%). Ce fléchissement de prix est atténué par l'augmentation des prix des « viandes » (+1,6%), des « poissons » (+1,9%) et des « huiles et graisses » (+18,0%).

S'agissant des prix des produits non alimentaires, ils renchérisse de 1,1% sous l'effet des prix des « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+2,6%), des « articles d'habillement et chaussures » (+2,7%), et des « boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants » (+2,6%). Par contre, ceux des « transports » (-1,5%) et des « communications » (-1,7%) s'affichent en repli.

**Graphique 4: Evolution des taux d'inflation**



L'inflation en moyenne annuelle se situe à +0,6%, en deçà du maximum fixé par la norme communautaire (+3%).

### ***Bonne tenue de l'emploi dans le secteur moderne***

Dans le secteur moderne, l'emploi formel affiche une progression de 3,8% du nombre des salariés correspondant à une création nette de 33 603 emplois sur un an. Cette augmentation est principalement attribuable au secteur privé qui demeure le principal pourvoyeur d'emplois avec 83,3% des emplois créés.

À fin avril 2017, 28 165 emplois ont été créés dans le secteur privé, induisant une augmentation du nombre de salariés de 4,1%. Au niveau du secteur public, la création nette d'emplois s'est située à 5 438, induisant

<sup>3</sup> Le PAA représente plus de 80% de l'activité portuaire

un accroissement de 2,7% du nombre de fonctionnaires et agents de l'Etat qui atteint 203 899.

Au total, dans le secteur moderne, l'emploi formel comptabilise 915 582 salariés.

## Finances Publiques

A fin avril 2017, les recettes totales et dons se situent à 1 613,2 milliards, en accroissement de 197,8 milliards (+14%) ainsi que les dépenses totales et prêts nets qui ressortent à 1 595,6 milliards (+37,2 milliards ; +2,4%) par rapport à fin avril 2016.

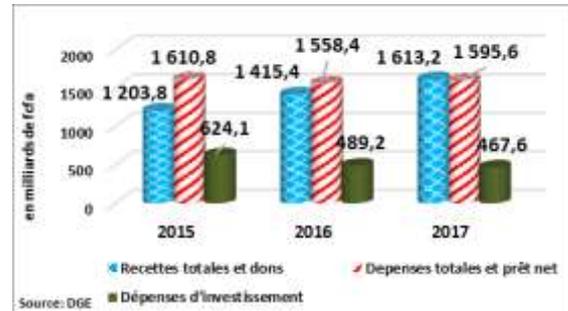
La bonne tenue des recettes totales et dons s'explique par le bon niveau de recouvrement des recettes fiscales (+95,6 milliards ; +8,0%) et des recettes non fiscales (+43,4 milliards ; +28,1%) dues aux redevances de téléphonie cellulaire (62 milliards), ainsi qu'aux dons-programme (+73,8 milliards).

Quant aux dépenses totales et prêts nets, l'accroissement relativement faible par rapport à la même période de 2016 est en lien avec une exécution plus faible des dépenses d'investissement (-21,6 milliards ; -4,4%) et des dépenses de sécurité (-20,6 milliards) qui viennent atténuer la hausse des subventions et transfert (+20,6 ; 28,7%), ainsi que des dépenses de fonctionnement (+45,1 milliards ; +18,3%) dont le niveau intègre les revendications sociales intervenues au premier trimestre de l'année 2017.

Il se dégage un solde primaire de base et un solde budgétaire tous deux excédentaires respectivement de 260,2 milliards et de 17,6 milliards.

Par ailleurs, le marché sous régional a été sollicité à hauteur de 391,6 milliards. Ces mobilisations se résument comme suit : 98 milliards d'emprunts obligataires, 278,6 milliards de bons du Trésor dont 207,5 milliards de bons à court terme et 15 milliards d'obligations du Trésor. Ces ressources ont contribué au remboursement du capital de la dette arrivé à échéance et évalué à 283 milliards.

**Graphique 5 : Principaux agrégats des finances publiques à fin avril**



## Echanges extérieurs

### *Orientation favorable des exportations*

Les échanges extérieurs de marchandises (en commerce spécial et hors biens exceptionnels) sont marqués, en glissement annuel, par un accroissement en valeur des exportations (+23,2%) tandis que les importations fléchissent (-13,4%).

La progression des exportations provient à la fois des volumes (+21,3%) et des prix (+1,6%). Quant aux importations, elles se contractent sous l'effet conjugué d'une baisse des volumes (-9,5%) et des prix (-4,2%).

Il en résulte un solde commercial de 1 449,7 milliards en progression de 133,1% par rapport à la même période de 2016. Par ailleurs, les termes de l'échange s'améliorent de 6,1%.

Les **exportations** en valeur se raffermissent en relation avec l'accroissement des ventes de produits primaires (+31,3%) et de produits transformés (+7,5%).

Les **produits primaires** bénéficient du dynamisme de la commercialisation des produits de l'agriculture d'exportation, en particulier, du caoutchouc (+88,9%), du cacao fèves (+12,7%), de la noix de cajou (+165,1%), du coton en masse (+13,2%) et de la banane dessert (+18,1%). L'évolution positive des ventes du cacao fèves s'explique par la normalisation de la commercialisation en début d'année 2017, après les blocages observés dans le courant du dernier trimestre

2016 du fait de la chute des cours. Ainsi, les exportations de cacao fèves augmentent de 28,4% au cours de la période sous revue tandis que les prix de réalisation se contractent de 12,2%.

Concernant les produits miniers, ils augmentent également en valeur, tirés par le pétrole brut (+34,9%) et l'or (+20,5%).

Toutefois, ces évolutions positives sont atténuées par les baisses enregistrées au niveau du café vert (-27,3%).

Les exportations de **produits transformés** en valeur croissent de 7,5%. Cette augmentation découle notamment de l'effet conjugué de la bonne orientation des produits pétroliers (+87,1%), des produits chimiques (+93,8%), de l'amande de cajou (+70,8%), du savon (+2,6%), du cacao transformé (+2,2%) et de la contraction des ventes de café transformé (-18,4%), de l'huile de palme (-4,8%), du « fer, fonte, acier et ouvrages en acier » (-41,3%), des huiles essentielles et extraits végétaux (-2,3%).

La contraction en valeur des **importations** est attribuable au retrait des biens intermédiaires (-8,6%) et des biens d'équipement (-44,0%), en dépit de la hausse des biens de consommation (+3,0%).

Les **biens intermédiaires** accusent un repli des achats de pétrole brut (-10,9%), de « fer, fonte, acier et ouvrage » (-7,6%), d'engrais (-37,8%) et de produits métalliques (-15,9%). Ces baisses sont amoindries par les augmentations des importations du clinker (+35,7%), des « papiers et cartons » (+20,0%) ainsi que des huiles essentielles (+1,6%).

La contraction des **biens d'équipements** est imputable au recul de la plupart des composantes en particulier, les acquisitions de machines mécaniques (-14,7%), de machines électriques (-46,1%), de matériels de transport routier (-36,4%) et de matériels de transport de navigation maritime (-96,3%).

## Situation monétaire et financière

### *Financement bancaire toujours en hausse*

La situation monétaire est marquée par une augmentation de la masse monétaire, une consolidation des crédits intérieurs nets et une contraction des avoirs extérieurs nets.

La **masse monétaire** se situe à 8 843,94 milliards de FCFA. Elle enregistre un accroissement de 13,6% (+1 056,4 milliards de FCFA), qui se reflète à la fois au niveau des monnaies fiduciaire (+21,8%) et scripturale (+10,7%).

Les contreparties de la masse monétaire enregistrent une évolution contrastée.

Ainsi, les **avoirs extérieurs nets** se chiffrent à 1 955,9 milliards de FCFA, en repli de 16,3% (-382,1 milliards de FCFA) en raison notamment du faible niveau du rapatriement des recettes d'exportation.

Concernant les **crédits intérieurs nets**, ils progressent de 23,9% (+1 391,3 milliards de FCFA) pour se situer à 7 211,0 milliards de FCFA, en lien avec la hausse du crédit net à l'économie et de la Position Nette du Gouvernement (PNG).

La PNG ressort à 1 997,2 milliards de FCFA, en augmentation de 30,6% (+467,9 milliards de FCFA). Cette dégradation de la PNG est induite par le besoin accru en financement de l'Etat pour faire face aux dépenses d'investissement.

Quant aux crédits nets à l'économie, ils se chiffrent à 5 213,8 milliards de FCFA, en hausse de 21,5% (+923,4 milliards de FCFA). Cette embellie du financement de l'économie provient de tous les types de crédits notamment le crédit de court terme (+10,8% ; +239,3 milliards de FCFA), de moyen terme (+22,9% ; +375,8 milliards de FCFA) et de long terme (+46,8% ; +97,3 milliards de FCFA).

S'agissant de la situation des banques sur les quatre premiers mois de l'année 2017, les escomptes d'effets de

commerce et les dépôts enregistrent des hausses respectives de 14,7% et 27,2% tandis que les nouvelles mises en place de crédits ordinaires reculent de 10,2%.

Au cours de la période sous revue, le taux moyen débiteur croît de 0,1 point de pourcentage pour s'afficher à 6,2%. La durée moyenne des crédits s'est établie à 20,8 mois au cours des quatre premiers mois de 2017, contre 16,5 mois pour la période correspondante de 2016. Cette évolution traduit l'embellie des crédits à moyen et long termes ainsi que le rallongement de la durée moyenne des crédits.

**Graphique 6: Principaux agrégats monétaires (en milliards de FCFA)**



### Bonne tenue de la capitalisation boursière

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) est caractérisée par une augmentation de la capitalisation boursière tandis que les indices BRVM composite et BRVM 10 continuent de baisser.

En effet, la capitalisation boursière s'affiche à 9 702,0 milliards de FCFA, en progression de 0,4%. Cette hausse est principalement attribuable à la bonne tenue de la capitalisation du marché des obligations (+37,2% ; 2 464,7 milliards de FCFA) tandis que la capitalisation du marché des actions (-8,0% ; 7 237,4 milliards de FCFA) replie.

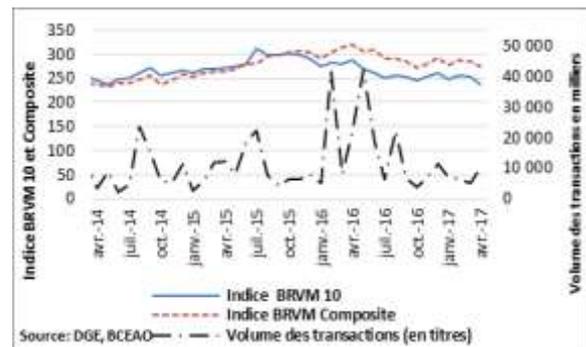
Les indices BRVM composite et BRVM 10 enregistrent des baisses respectives de 14,0% et 16,9%. L'indice BRVM 10 accuse un repli global de ses 10 titres. En ce qui concerne l'indice BRVM composite, il subit le recul de la quasi-totalité des indices sectoriels notamment celui de l'industrie (-34,4%), des services publics

(-8,2%), de la distribution (-28,2%), du transport (-25,8%), de l'agriculture (-5,1%) et des autres secteurs (-48,3%). Seul le secteur des finances (+1,5%) résiste à cette baisse généralisée des indices.

S'agissant des transactions, il est noté une contraction du volume et de la valeur de titres échangés respectivement de 54,1% et 39,0%

Au cours du mois d'avril 2017, 10 065 641 titres ont été échangés pour une valeur de 18,7 milliards de FCFA. Ces transactions se sont déroulées avec un ratio moyen de liquidité de 15,4%. Quant au taux de rendement moyen du marché, il s'est situé à 4,7% avec une prime de risque de -1,13%.

**Graphique 7: Indicateurs du marché boursier de l'UEMOA**



**En conclusion,** l'évolution de l'activité économique est globalement favorable grâce à la consolidation de la production industrielle et au redressement progressif du secteur primaire. Par ailleurs, le démarrage prochain de grands chantiers d'infrastructures publiques et l'aménagement en cours de zones de parking en vue du désengorgement de la zone portuaire devraient redynamiser le BTP et l'activité portuaire. Enfin, la consolidation du marché du travail et l'accompagnement continu de l'activité économique par le secteur bancaire devraient conduire à une croissance économique élevée et soutenue.

## Tableau de bord

	Variation en glissement annuel										Variations en glissement (cumul de la période)
	juil.-16	août-16	sept.-16	oct.-16	nov.-16	déc.-16	janv.-17	févr.-17	mars-17	avr.-17	
<b>INTERNATIONAL</b>											
Cours du cacao	-5,8%	-8,8%	-12,1%	-15,2%	-25,6%	-31,6%	-25,6%	-30,3%	-33,0%	-36,3%	-31,4%
Cours de l'euro par rapport au dollar	0,7%	0,7%	-0,1%	-1,9%	0,6%	-3,1%	-2,3%	-4,1%	-3,7%	-5,4%	-3,9%
<b>ACTIVITE NATIONALE</b>											
<b>Primaire</b>											
<b>Agriculture d'exportation</b>											
Coton	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	25,2%	3,6%	-0,6%	-13,8%	-70,8%	-2,0%
Anacarde	15,3%	290,8%	884,0%	81,4%	111,3%	-74,5%	-53,7%	-20,5%	150,0%	24,8%	54,7%
<b>Secondaire</b>											
IHPI global	1,2%	11,0%	4,1%	-3,0%	0,4%	-1,2%	6,1%	-4,9%	6,8%	5,5%	3,4%
IHPI hors extraction	-5,5%	9,0%	2,2%	0,8%	0,3%	-0,5%	2,2%	0,3%	10,9%	13,2%	6,8%
BTP	-18,1%	9,9%	2,8%	-20,4%	4,8%	2,3%	-10,7%	-25,2%	15,9%	0,4%	-6,1%
Production d'électricité	28,2%	15,9%	22,3%	13,2%	11,0%	12,0%	12,9%	6,0%	6,8%	2,3%	7,0%
Production de produits pétroliers	9,1%	8,8%	-30,0%	-8,2%	0,7%	11,8%	-4,8%	34,9%	41,3%	15,3%	19,5%
Pétrole brut	57,4%	26,5%	17,0%	-25,5%	1,1%	-7,4%	44,8%	-34,1%	-16,4%	-36,6%	-17,2%
Gaz naturel	19,8%	8,7%	-3,4%	-2,4%	6,3%	3,9%	12,9%	1,6%	2,6%	-0,8%	4,0%
<b>Tertiaire</b>											
Total voyageurs aérien	15,0%	13,1%	15,2%	26,4%	23,0%	23,4%	13,9%	13,6%	16,4%	19,4%	15,9%
Transport ferroviaire (trafic de marchandises)	3,7%	-8,6%	-18,5%	-0,8%	-6,9%	-11,5%	-10,1%	-10,7%	-8,9%	-12,6%	-10,5%
<b>Echanges extérieurs<sup>4</sup></b>											
Exportation en valeur	-15,1%	-2,0%	-13,0%	-25,9%	9,0%	0,3%	17,4%	13,2%	48,9%	10,7%	23,2%
Importation en valeur	-8,3%	8,1%	4,0%	-6,6%	-45,8%	-19,0%	-12,5%	-36,2%	12,0%	-10,9%	-13,4%
Solde commercial	-38,63	59,16	-11,95	5,08	223,69	335,89	273,62	398,14	514,82	263,21	1449,8
<b>Financement</b>											
Position net du gouvernement	4,6%	2,5%	2,8%	17,0%	8,9%	27,8%	35,1%	34,4%	19,8%	30,6%	30,6%
Crédit net à l'économie	17,6%	20,9%	15,2%	21,1%	21,0%	15,4%	16,8%	20,9%	21,7%	21,5%	21,5%
Crédit net à moyen terme	23,2%	22,9%	22,8%	26,1%	25,6%	26,3%	30,7%	29,1%	26,2%	22,9%	22,9%
Crédit net à long terme	43,6%	49,3%	49,3%	76,3%	72,4%	51,0%	58,4%	57,1%	41,4%	46,8%	46,8%
Avoir extérieur net	-6,0%	-5,8%	-3,6%	-14,0%	-6,5%	-9,1%	-6,1%	-17,8%	-17,8%	-16,3%	-16,3%
<b>Finances publiques</b>											
Recettes totales et dons	19,6%	14,9%	18,3%	22,9%	0,8%	-37,6%	-1,9%	-1,8%	40,6%	18,0%	14,0%
Dépenses totales et prêts nets	-0,7%	104,2%	35,4%	0,4%	0,1%	34,4%	-4,0%	19,1%	15,1%	-17,4%	2,4%
Investissement public	-8,6%	705,0%	37,8%	13,1%	-34,8%	55,8%	-80,8%	125,9%	21,8%	-62,5%	-4,4%
Solde budgétaire global <sup>5</sup>	-96,95	-240,15	-69,41	-80,73	-54,95	-106,67	70,63	-102,98	-0,26	52,85	17,56
<b>Prix à la consommation</b>											
IHPC <sup>6</sup>	0,4%	-0,4%	0,7%	0,6%	0,4%	-0,2%	1,1%	1,5%	0,4%	0,1%	0,8%
<b>Emploi</b>											
Salariés secteur formel	5,5%	5,2%	4,9%	5,0%	4,4%	4,4%	4,1%	3,8%	4,1%	3,8%	3,8%
Salariés secteur formel privé	5,7%	5,5%	5,1%	5,3%	4,6%	4,7%	4,6%	4,2%	4,4%	4,1%	4,1%

<sup>4</sup> Valeurs en milliards de FCFA, Hors biens exceptionnels<sup>5</sup> Niveau en milliards<sup>6</sup> Données trimestrielles<sup>6</sup> Indice Harmonisé des Prix à la consommation